

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL AUTORISANT L'UTILISATION DES SOURCES LUMINEUSES LORS DU COMPTAGE DE CERTAINES ESPÈCES**

**La préfète du Lot,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

- VU l'arrêté ministériel du 1er août 1986 modifié relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement, notamment son article 11 bis ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2025-288 du 23 septembre 2025, portant délégation de signature à M. Pierre- Antoine MORAND directeur départemental des territoires du Lot ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2025-306 du 01 octobre 2025, portant subdélégation de signature de M. Pierre-Antoine MORAND, directeur départemental des territoires du Lot à certains agents placés sous son autorité ;
- VU la demande du 05 janvier 2026 formulée par le président de la fédération départementale des chasseurs du Lot ;

CONSIDÉRANT pour la fédération départementale des chasseurs du Lot, la nécessité de suivre l'évolution de certaines espèces ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : MM. Eric PUJOL, Thierry GRIMAL, Matthieu MERIT, Jean-Emilien CHAUCHARD techniciens, M. Rémi DABLANC secrétaire administratif et Mme Elisa PEYROU, technicienne de la fédération départementale des chasseurs du Lot, sont autorisés à utiliser des sources lumineuses afin d'apprécier les tendances et les niveaux de population de certaines espèces (cerf, chevreuil, lièvre, lapin, renard,....ainsi que le suivi et le bagage des bécasses) à partir de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2026.

**ARTICLE 2** : Ils pourront se faire assister par des personnes de leur choix.

**ARTICLE 3** : À cet effet, ils pourront utiliser des phares à longue portée et des phares autonomes portables.

**ARTICLE 4** : Ils devront prévenir avant le début des opérations, le groupement de gendarmerie territorialement compétent et/ou la direction départementale de la police nationale en leur précisant la période et la durée de l'opération et l'espèce concernée.

**ARTICLE 5 : Mesures d'exécution**

- le secrétaire général de la préfecture du Lot ;
  - le directeur départemental des territoires ;
  - le président des lieutenants de l'ouvèterie du Lot ;
  - le directeur départemental de la Police Nationale du Lot ;
  - le commandant du groupement de gendarmerie du Lot ;
  - le service départemental de l'office français de la biodiversité ;
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Cahors, le 06 janvier 2026

Pour la Préfète du Lot et par délégation  
la cheffe de l'unité forêt, chasse et milieux  
naturels



Florence DELPORTE

**Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de la Préfète du Lot – Place Chapou – 46009 Cahors cedex dans un délai de 2 mois suivant sa notification. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations Internationales sur le climat et la nature – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris dans un délai de 2 mois suivant sa notification. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier (68, rue Raymond IV – 31000 Toulouse – tél : 05.62.73.57.57), soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr/>